



LA CHAMPAGNE SYNDICALISTE

ORGANE TRIMESTRIEL DE L'UD FO DE LA MARNE



*La Sécu : un héritage
pour l'avenir*

**JOURNÉE DU
MARDI 04 NOVEMBRE**

**DES 80 ANS
DE LA SÉCURITÉ SOCIALE
ET
DES 130 ANS
DE LA CGT-FO**

INSCRIVEZ-VOUS

SOMMAIRE

LA CHAMPAGNE SYNDICALISTE



03 Éditorial

par Sylvie SZEFEROWICZ

04 Appel aux dons pour Cécile & Jacques

06 Été 2025 : La riposte dès la rentrée

07 Déclaration de l'UDFO51 remise au Préfet

08 Tract intersyndical : Grève et RDV à la Foire de Châlons

09 Rassemblement à la Foire de Châlons dans les médias

11 Foire de Châlons : le stand de l'UDFO51

- Secteur Juridique
- UL Vitry-le-François

12 • UL Épernay

13 • UL Châlons

14 • UL Reims

15 • UDR 51

16 • AFOC 51

16 Venue de Frédéric Souillot

17 Accueil par Bruno Forget & Point Médias

18 Rencontres & Tables Rondes avec les

- Président du Conseil
d'Administration de la
Médecine au Travail
- Directeur de RST

19 • Prédidente du CESER

20 Verre de la camaraderie

22 Tract intersyndical : Mobilisation du 10 septembre

24 MOTION intersyndicale

25 Tract intersyndical : Mobilisation du 18 septembre

26 • Reims

29 • Épernay

30 • Vitry-le-François

31 Communiqué intersyndical national

32 Groupe LEGRAND

33 FORMATIONS

34 Permanences UL REIMS - CHÂLONS - VITRY

35 Permanences UL ÉPERNAY



04



06



16



20

Manifestations

À partir du 10 septembre, Toutes et Tous Ensemble :
En grève, et dans toutes les initiatives pour les revendications

STOP 10 SEPTEMBRE 2025
ON ARRÊTE TOUT
CONTRE LE PLAN BAYROU
CONTRE L'AUSTÉRIÉTÉ
POUR LA JUSTICE SOCIALE

De l'argent il y en a !

- 10 Pour faire la guerre au lieu d'acheter des canalisations, d'embarquer du personnel à l'hôpital, à l'école, d'augmenter les salaires...
- 10 Pour que les actionnaires fassent un profit record de 300 milliards en 2025
- 10 Pour faire des câbles : implosion de l'IFG (5 milliards), flot tes (1 milliard), ODF (10 milliards), baisse des impôts de production (10 milliards), cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE, plus de 10 milliards), Crédit impôt recherche (3 milliards)... Et bien d'autres encore !

10 & 18 septembre

Tous ensemble disons STOP pour gagner

- L'abandon du Budget Bayrou
- L'abandon de la réforme des retraites Macron/Borne
- L'augmentation des salaires et des pensions, des retraites et minima sociaux
- La défense et l'amélioration des services publics
- Défense de la sécurité sociale et abandon du projet de réforme de l'assurance chômage
- Aide de tous les Français

22



26



29

LA CHAMPAGNE SYNDICALISTE

Directrice de Publication : Sylvie SZEFEROWICZ
Rédacteur en chef : Philippe SZEFEROWICZ
Publicité : UD FO Marne - 15 bd de la Paix - 51100 REIMS
N° Commission Paritaire : 1121S 05 553
Imprimé par : UD FO Marne - 15 bd de la Paix - 51100 REIMS

udfo51@force-ouvriere.fr



En cette année « anniversaire »,

130 ans de la CGT-FO - **80 ans** de la Sécurité Sociale, après avoir pu afficher les portraits, la banderole « **Liberté pour Cécile Kohler et Jacques Paris – otages en Iran depuis le 7 mai 2022** » vous trouverez ci-dessous un message du comité de soutien à Cécile et Jacques pour un bien triste anniversaire, celui de Cécile, un anniversaire qu'elle passe pour la 4^{ème} année loin des siens, loin de nous sans même que nul ne sache où elle, et Jacques, sont exactement.

Je vous laisse en prendre connaissance et si vous le pouvez répondre à leur demande d'aide, même quelques euros les aideront.

[Comité de soutien de Cécile Kohler otage en Iran • Liberté pour Cécile](#)

Mais ce qui est certain, et la deuxième lettre de notre Secrétaire Général Frédéric Souillot à Macron sur la situation en Israël et en Palestine,

- demandant « *d'une part de mettre en place un véritable corridor humanitaire sous l'égide des Nations unies (UNRWA) pour que les populations cessent de mourir de faim ou par manque de soins. D'autre part, la France doit procéder à une rupture des relations diplomatiques avec Benjamin Netanyahu et son gouvernement, qui poursuit inlassablement son objectif de destruction de Gaza et des populations palestiniennes* », et dont le CCN des 24 et 25 septembre se félicite ;
- confirme l'orientation portée lors de notre congrès d'Union Départementale du 3 juin dernier notamment la minute de silence aux victimes de cette guerre observée par les congressistes ;
- confirme notre opposition à tout budget d'austérité guerrière ;
- confirme que dans ces guerres, ces « combats » des puissances impérialistes, ce sont toujours les travailleurs qui sont les victimes, ce sont toujours eux, nous, qui mourons sous les bombes, nous qui sommes privés de nos libertés, nous qui sommes spoliés, nous, nos enfants, nos familles, nos amis qui sommes exploités.

Vous le savez un meeting internationaliste contre la guerre a lieu le 5 octobre prochain pour lequel il ne reste plus que quelques places.



Alors si vous souhaitez y participer faites vite, soit en vous inscrivant directement soit en passant par nous.

Et si vous souhaitez bénéficier du transport en car surtout faites-vous connaître en retour de mail et RDV à 9h30 sur le parking du complexe René Tys à Reims.

Plus que jamais, en ces temps de folie meurtrière, et en pensant particulièrement aux otages français, les beaux mots de la classe ouvrière, de l'internationalisme ouvrier, que notre vieille organisation porte haut et fort, résonnent « **PAIN, PAIX, LIBERTÉ** ».

C'est à nous, héritiers de Jouhaux de les faire vivre, de les faire vaincre.

Le **4 novembre prochain**, nous avons prévu une grande journée anniversaire CGT-FO/Sécu qui nous permettra aussi d'échanger sur cette situation.

(inscription obligatoire avec ou sans le « casse-croute »

ATTENTION si vous souhaitez faire une demande d'absence formation, celle-ci doit être impérativement faite d'ici au 3 octobre).

Au plaisir de se retrouver

Fraternellement

Chères amies, chers amis,

Cécile a pu appeler sa famille samedi dernier. Après plus de deux mois sans nouvelle, cela a été un soulagement.

Mais elle ne sait toujours pas où elle est, elle a redit être à bout et ses conditions de détention se sont encore dégradées.

Cécile et Jacques ont toujours plus besoin de notre soutien et de notre mobilisation pour sortir de cet enfer.

Ce 25 septembre 2025 sera le 4ème anniversaire que Cécile va passer en Iran.

N'hésitez pas à transmettre vos messages de soutien qui seront tous transmis au comité de soutien pour qu'ils sachent qu'on ne les oublie pas, pour alerter la presse, pour obtenir leur libération et immédiatement l'amélioration de leurs conditions de détention.

Mais après 3 ans et demi de combat pour les faire libérer, les ressources sont épuisées.

Aussi je vous fait suivre l'appel aux dons avec cette affiche

POUR LA LIBÉRATION DE CÉCILE KOHLER ET JACQUES PARIS OTAGES EN IRAN



APPEL AUX DONS



**Après 3 ans et demi de combat pour les faire libérer,
NOS RESSOURCES SONT EPUISÉES.**

**Pour continuer à porter la voix de Cécile et Jacques,
otages depuis le 7 mai 2022, soutenez nos actions.**

Ne les laissons pas tomber dans l'oubli.

libertepourcecile.com



Cette semaine marque indéniablement la rentrée sociale, ou plutôt antisociale, de la classe dirigeante.

Même si cette rentrée est sans surprise, il est factuel, et chaque jour qui passe en est la confirmation, que cette rentrée vise à accélérer la destruction de tous nos droits, garanties et conquêtes, et ce avec la volonté d'en finir avec les conquêtes de la classe

ouvrière et notamment celles issues du Conseil National la Résistance.

Sur fond de « réarmement » décliné à toute les sauces, c'est au final l'intégration des organisations syndicales chargées de mettre en œuvre les mesures anti-sociales et la charité en lieu et place de nos droits qu'on voudrait nous faire avaler.

Ainsi le plan Bayrou, sur fond de marche à la guerre pour laquelle il n'y a plus aucun problème d'argent, c'est :

- l'augmentation du temps de travail dont 2 jours « pour l'honneur de la patrie »,
- une attaque massive contre les arrêts maladie et les ALD,
- le doublement des franchises (par décret !!),
- une aggravation de la précarité (contrats courts, flexibilité, assurance chômage...),
- une nouvelle attaque contre les prudhommes avec la réduction des délais,
- une année blanche (gel des pensions retraites, du point d'indice et des salaires, augmentation des impôts, gel des droits sociaux...),
- la destruction du Service Public et des statuts nés pour se prémunir contre la collaboration,
- la suppression de 3000 postes de fonctionnaires et le non remplacement d'un fonctionnaire sur 3,
- de nouvelles ponctions aux collectivités territoriales...

Face à cette situation, le bureau de l'UD s'est réuni dès mercredi 20 août et a confirmé dans une motion la déclaration remise au préfet de la Marne le 19 août.

Et je vous rappelle que dans la Marne, c'est dès le VENDREDI 29 AOÛT que nous nous sommes retrouvés devant l'entrée principale du Capitole à Châlons-en-Champagne pour accueillir Bayrou et lui manifester vigoureusement notre refus de sa politique de guerre sociale et militaire.





DÉCLARATION DE L'UNION DÉPARTEMENTALE FO MARNE REMISE À MONSIEUR LE PRÉFET DE LA MARNE

Une fois encore, profitant de l'été et du besoin des travailleurs de souffler et se retrouver, chef de l'État et 1er ministre se succèdent les 13 et 15 juillet pour étrangler un peu plus la classe ouvrière dans un déni de démocratie et un mépris de classe qui n'est plus à démontrer.

Après avoir imposé avec tous les artifices que procurent la 5ème république et son régime hyper présidentiel, une contre-réforme des retraites rejetée dans la rue et dans les urnes ; après avoir une nouvelle fois trahi le vote pourtant provoqué des Français, les annonces faites avec un petit pas de deux parfaitement maîtrisé, sont d'une brutalité inouïe, d'un autoritarisme qui n'a pas sa place dans une démocratie républicaine.

Ainsi et alors même que le nombre de milliardaires a explosé ces dernières années, que la France est sur le podium des « distributeurs » de dividendes (*100 milliards en 2025*), que l'argent public coule à flot pour les grandes entreprises et les industriels de l'armement et des nouvelles technologies (*211 milliards selon un rapport du sénat lui-même*), le peuple lui, est sommé de payer l'addition et faire les provisions nécessaires à ce train de vie indécent.

Et cela pour en plus le conduire à la guerre avec un engagement présidentiel unilatéral de doublement du budget de la défense afin d'amener le dit-budget à 100 Milliards d'ici 2030, et ce, sans même consulter les assemblées représentatives.

19% des jeunes sont sans emploi, des centaines de milliers sont empêchés de poursuivre les études de leurs choix, toute une génération ne peut se projeter et construire son avenir.

A tel point que pour la première fois les chiffres de la mortalité ont dépassé ceux de la natalité qui s'écroulent d'année en année... Mais il est urgent de repousser encore et encore le départ en retraite et réintroduire sournoisement ce que les travailleurs avaient très justement nommé « retraite des morts ».

Le taux de pauvreté a encore battu un record... comme la bourse !

Pendant que sévit la canicule et que le pays flambe, les urgences sont fermées, les hôpitaux à l'agonie, les pompiers sans matériel... mais les commandes d'avions de chasse vont bon train.

Et voilà que le vendredi 9 août, le 1er ministre récidive.

Poursuivant obsessionnellement sa volonté d'intégration des organisations syndicales, le voilà qui, afin d'imposer une énième « contre-réforme » de l'assurance chômage et engager des discussions pour définir quels jours « on travaille gratis », envoie deux lettres constituant une véritable déclaration de guerre sociale, une provocation inqualifiable après l'épisode du conclave.

Le 1er septembre prochain, les confédérations vont se retrouver pour décider des modalités de la riposte. Ici dans la marne, c'est dès le 29 août, avec l'ouverture de la foire de Châlons par le premier ministre Bayrou, que nous nous retrouverons afin de dire stop à ces politiques suicidaires économiquement, socialement et démocratiquement.

C'est dans ce cadre que nous avons demandé à vous rencontrer tout comme nous avons sollicité l'ensemble des députés et sénateurs républicains.

C'est dans ce cadre que l'Union Départementale Force Ouvrière que je représente s'adresse à vous.

C'est dans ce cadre que nous vous demandons d'alerter vos hiérarchies de notre ferme et légitime refus d'un projet politique que nous qualifions d'antisocial.

Nous ne dresserons pas ici avec vous la liste des attaques qui nous sont faites. On y passerait la journée et quoiqu'on fasse cette liste ne pourrait être exhaustive. Il est en revanche certain qu'elle est à l'opposé de la volonté d'une très grande majorité d'électeurs et de ceux qui produisent les richesses dont s'emparent quelques mains.

Mais pour faire court, avec le mandat des syndicats de mon organisation réuni en congrès départemental le 3 juin dernier, nous exigeons l'abrogation de toutes les lois qui depuis bientôt 60 ans, ont spolié la classe ouvrière et remis en cause notre République, une, indivisible et laïque.

Nous refusons la marche à la guerre et la misère que cela engendre inévitablement pour le peuple.

Nous soutiendrons toutes les initiatives allant dans ce sens que ce soit le rassemblement intersyndical du 29 août prochain, les actions qui se dessinent pour le 10 septembre ou encore le meeting contre la guerre du 5 octobre.

Représentant les intérêts exclusifs des travailleurs, actifs avec ou sans emploi, retraités et en devenir, face à la déclaration de guerre sociale qui nous est faite, aux funestes projets de la classe dirigeante, nous vous informons que nous appelons à la préparation de la mobilisation et à la grève interprofessionnelle et dans la durée.

Nous vous remercions pour votre attention.

Mardi 19 Août 2025

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

Suite aux annonces de Macron et Bayrou à la mi-juillet et à la provocation du 1^{er} ministre le 9 août dernier, la quasi-totalité des organisations syndicales de la Marne (*ne manquait que la FSU*) étaient donc reçues par le préfet durant plus de 2h.

Toutes, chacune avec ses nuances, ont souligné le mépris de la classe dirigeante, la politique de classe mise en œuvre par les gouvernements successifs depuis de très nombreuses années, la colère d'une énorme majorité de français pris à la gorge.

Force Ouvrière a d'abord lu une déclaration. Sur la base du mandat donné par le récent congrès départemental, nous avons également, dans le cadre des échanges, où nous avons pris toute notre place, dénoncé la marche à la guerre

la défiance qui s'est installée particulièrement depuis le NON au référendum de 2005, la casse méthodique de *Notre Sécurité Sociale* et de *Nos Services Publics* : le patrimoine de ceux qui n'en ont pas !

Mais bien évidemment nous savons tous que ce n'est pas uniquement de cette façon que nous serons entendus.

Nous savons tous que, face à une volonté de plus en plus affirmée de nous intégrer comme de bons petits partenaires sociaux pour faire de nous les collaborateurs de politiques antisociales totalement rejetées, seul le rapport de force peut nous faire gagner, seule la grève interprofessionnelle et sur la durée peut les faire reculer.





Les organisations syndicales de la Marne appellent à la grève le 29 août 2025

TRAVAILLEURS, RETRAITÉS, CHÔMEURS, CITOYENS : ON NOUS FAIT PAYER LEUR CRISE ET LEURS GUERRES !

François Bayrou, 1^{er} ministre, présente un budget qui sacrifie nos droits pour protéger les riches, et fonce plein pot sur un plan d'austérité et de régression sociale :

- ▶ Deux jours fériés supprimés
- ▶ Monétiser la 5^{ème} semaine de congés payés
- ▶ Année blanche pour le budget des services publics
- ▶ Suppressions de postes de fonctionnaires
- ▶ Gel des pensions de retraite et suppression de l'abattement de 10 %
- ▶ ...



Et pendant ce temps-là, le budget militaire explose, l'industrie de la mort est prioritaire !

TOUS TOUCHÉS, SAUF LE CAPITAL !

- ▶ Travailleurs du privé, fonctionnaires, retraités, chômeurs, allocataires, malades : **vous paierez !**
- ▶ Riches, actionnaires, patrons : **seront épargnés. Alors que ce sont eux qui détiennent les vraies richesses créées par les travailleurs !**

211 MILLIARDS D'AIDES PUBLIQUES AUX ENTREPRISES EN 2023

"Vertigineux" selon le propre mot du Premier ministre. Sans aucun contrôle, sans aucune condition. Résultat : aucune preuve d'efficacité économique, mais toujours plus de cadeaux.

**ILS RABOTENT À TOUT VA, POUR ALLÉGER LE DROIT DU TRAVAIL,
AFIN DE SATISFAIRE LES PATRONS.**

D'AUTRES MILLIARDS EXISTENT. MAIS ILS NE VEULENT PAS LES PRENDRE :

- ▶ 80 à 120 milliards par an d'évasion fiscale
 - ▶ 1 128 milliards de capitaux pour les 500 Français les plus riches (x14 en 30 ans !)
- Mais ça, BAYROU et le gouvernement n'y touchent pas.**

UNE POLITIQUE QUI NOUS TUE !

- ▶ Espérance de vie en bonne santé en chute,
- ▶ Surmortalité due aux coupes budgétaires dans la santé,
- ▶ Hausse de la mortalité infantile,
- ▶ Pollution, malbouffe, environnement sacrifié au profit des lobbys,
- ▶ Priorité aux armes de guerre au détriment des urgences sociales et écologiques.

ILS VEULENT NOUS FAIRE TAIRE, MAIS NOUS N'AVONS PAS DIT NOTRE DERNIER MOT !!!



Refusons de payer leur crise et leurs guerres. Organisons la riposte. Exigeons une justice sociale et fiscale.

Toutes et tous en grève le 29 août prochain

Rendez-vous à 9h30 devant le Capitole

à la foire de Châlons-en-Champagne



(...) " Bayrou est déjà là... Nous avons d'ailleurs demandé en intersyndicale à le rencontrer. Aujourd'hui, c'est un refus !

Il préfère envoyé son conseiller et non, on souhaite s'adresser désormais à celui qui est responsable aujourd'hui de la situation dans laquelle le pays est plongé."



François Bayrou a donné le coup d'envoi d'une Foire très politique

L'inauguration par François Bayrou, vendredi 29 août, a pris des allures de tournée d'adieu pour un Premier ministre sur la sellette. Au moment où se refermera l'événement, lundi soir, son gouvernement sera sans doute tombé.

De mémoire de suiveur de la Foire de Châlons, cela faisait bien longtemps qu'une inauguration n'avait pas suscité un tel engouement médiatique. Il faut remonter à 2017, lorsque le Premier ministre d'alors, Édouard Philippe, avait coupé le ruban bleu-blanc-rouge sur le parvis du Capitole. Vendredi 29 août, c'est un autre Premier ministre, François Bayrou, qui a inauguré la 79e Foire, accompagné de Catherine Vautrin, ministre du Travail et de la Santé, Annie Genevard, ministre de l'Agriculture et Françoise Gatel, ministre déléguée chargée de la Ruralité, du Commerce et de l'Artisanat. Une visite très attendue, dans le contexte politique national actuel, et très encadrée sur l'aspect sécurité, pour limiter d'éventuelles confrontations avec les citoyens en colère.

Dès le petit matin, environ 200 manifestants s'étaient mobilisés devant le Capitole, à l'appel de l'intersyndicale : CGT, FO, Unsa, Solidaires, figures locales du PCF ou de LFI, etc. « Traditionnellement, on pouvait entrer dans la Foire et suivre l'inauguration, mais aujourd'hui, c'est terminé », déplore l'un d'eux, tenant en main une pancarte « Adieu » adressée au Premier ministre, en écho au vote de confiance que ce dernier a en-



Le Premier ministre a coupé le ruban de la 79e Foire de Châlons. © l'Hebdo du Vendredi

gagé le 8 septembre prochain. Les syndicats ont finalement pu accéder à la Foire vers 11 h, après les prises de paroles des élus au Carrefour des collectivités territoriales et le symbolique couper de ruban, au son de « La Marseillaise ».

Accueilli par Bruno Forget, commissaire général de l'événement, et de nombreux élus locaux

comme régionaux, François Bayrou a redit son attachement au département... et au cumul des mandats. Quant à la dette du pays et au pari risqué qu'il fait en engageant devant l'Assemblée nationale la responsabilité du gouvernement, il a évoqué une « situation grave et devenue ur-

gente », précisant que « la France est devant un rendez-vous à mes yeux crucial, que j'ai voulu. Je n'imaginai pas qu'on puisse vivre de telles décisions à prendre à la rentrée sans clarification. (...) Le recours perpétuel à la dette n'est pas une solution. »

La déambulation inaugurale s'est poursuivie au pôle Vivescia et à l'espace Ferme de la Chambre d'agriculture de la Marne, non sans quelques interpellations. À commencer par celles de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) et des Jeunes agriculteurs (JA) de la Marne, pancartes brandies à l'appui, concernant l'accord UE-Mercosur et l'article de la loi Duplomb retoqué par le Conseil

constitutionnel.

Un peu plus tard, un exploitant agricole a même tendu à François Bayrou et Annie Genevard un flacon d'antipuces pour animaux en rappelant que ce produit contient de l'acétamipride, pesticide néonicotinoïde banni en France depuis 2020 et que la loi Duplomb ne réintroduira pas.

Autre pépite – parmi d'autres ! – de la visite : une visiteuse d'un certain âge lâchant au Premier ministre : « Prenez Bardella avec vous, vous allez réussir ! » Ambiance...

Sonia Legendre

200 manifestants devant le Capitole





UL ÉPERNAY



UL CHÂLONS





UL REIMS















Présidente du CESER Grand-Est









À partir du 10 septembre, Toutes et Tous Ensemble : En grève, et dans toutes les initiatives pour les revendications

La retraite à 64 ans, le déremboursement d'une partie des arrêts maladie, la suppression de 2 jours fériés, des fonctionnaires non-remplacés, des prestations sociales gelées mais des franchises médicales doublées... la liste est longue ! Et en plus ils veulent nous brader la 5^{ème} semaine de congés payés : c'est intolérable. Nous disons stop au plan Bayrou : c'est notre argent qu'ils dilapident pour leurs copains (211 milliards d'aides aux entreprises) et pour la guerre → doublement du budget militaire depuis 2017 !

STOP 10 SEPTEMBRE 2025
ON ARRÊTE TOUT
CONTRE LE PLAN BAYROU
CONTRE L'AUSTERITÉ
POUR LA JUSTICE SOCIALE



De l'argent il y en a !

- ⇒ Pour faire la guerre au lieu d'acheter des canadiens, d'embaucher du personnel à l'hôpital, à l'école, d'augmenter les salaires...
- ⇒ Pour que les actionnaires fassent un profit record de 100 milliards en 2025
- ⇒ Pour faire des cadeaux : suppression de l'ISF (5 milliards), flat tax (3 milliards), CICE (20 milliards), baisse des impôts de production (10 milliards), cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE, plus de 10 milliards), Crédit impôt recherche (6 milliards)... Et bien d'autre encore !

UL CGT Reims, FO 51, FSU 51 et Solidaires 51 appellent les salariés à se réunir sur leurs lieux de travail en assemblée générale pour décider de la grève à partir du 10 septembre et des suites à donner afin de réellement tout arrêter. Nos organisations syndicales appellent les grévistes et les militants à se rendre, le 10 septembre, aux points de blocages, sur les piquets de grève et à la MANIFESTATION à 10H00 - Maison des Syndicats - à REIMS suivie d'une grande Assemblée Générale pour décider des suites.

Tous ensemble disons STOP pour gagner

- L'abandon du budget Bayrou
- L'abrogation de la réforme des retraites Macron/Borne
- L'augmentation des salaires et des pensions, des retraites et minima sociaux
- La défense et l'amélioration des services publics
- Défense de la sécurité sociale et abandon du projet de réforme de l'assurance chômage
- Arrêt de tous les licenciements



RDV
10 H

Mercredi 10 septembre

MAISON DES SYNDICATS
REIMS



MANIFESTATION

« Bloquons tout » : du grand classique sans débordement

Le mouvement qui appelait à mettre le pays à l'arrêt, mercredi 10 septembre, a pris la forme d'une manifestation traditionnelle dans les rues de Reims, qui a tout de même rassemblé plus de 1 200 personnes. Beaucoup veulent y voir un point de départ.

Indignons-nous, bloquons tout. C'est le slogan qui avait émergé sur les réseaux sociaux, à la fin du printemps, et qui promettait une grande journée de mobilisation citoyenne le mercredi 10 septembre. À Reims, comme dans le reste de la Marne, il y a eu beaucoup d'indignation, mais très peu de blocages.

Alors que certains commerces et services, une banque du centre-ville de Reims par exemple, avaient décidé de fermer leurs portes par crainte des débordements, il n'y en a quasiment pas eu. Tôt le matin, certains ont tenté d'occuper des giratoires, comme celui des Droits-de-l'Homme à Reims (lire par ailleurs), ou des établissements scolaires, tels le campus Sciences Po et le lycée Pierre-Bayen à Châlons, mais les forces de l'ordre, engagées en nombre (neuf fourgons de gendarmerie en centre-ville !), sont rapidement intervenues pour empêcher ces tentatives. Alors, les personnes mobilisées se sont rabat-

« Dans la Marne, on est des mous du genou... »

tues sur la bonne vieille manif'. Les syndicats les plus à gauche – la CGT, Solidaires, FSU et la Confédération paysanne, notamment – avaient appelé à se joindre au mouvement du 10 septembre, tandis que la CFDT, la CFTC, l'Unsa ou encore la CFE-CGC ont préféré donner rendez-vous à la manifestation intersyndicale du

jeudi 18 septembre. Comme de coutume, le rendez-vous a donc été donné devant la maison des syndicats de Reims, à 10 h. Et à y regarder de plus près, il

n'y avait pas que le lieu et l'heure du rendez-vous qui avaient un air de déjà-vu. Des drapeaux de la CGT en tête, des slogans anticapitalistes bien rodés crachés dans les mégaphones, des pétards... Cette manifestation ressemblait en réalité à beaucoup d'autres. « Ça commence doucement à ressembler à quelque chose et ça s'annonce très disparate dans les jours à venir, estime ce responsable syndical de la FSU. Dans la Marne, on est des mous du genou, c'est bien connu, mais dans d'autres villes, ça commence à être plus tendu. »

« Voir plus de 1 000 personnes dans la rue, pour une ville comme Reims, c'est déjà bien, se réjouit Jonathan Bouton, membre de la Confédération paysanne. On a toutes les strates de la population, ça permet d'avoir du monde pour construire quelque chose. Les gens ne viennent pas ici pour casser, mais pour réclamer une autre façon de faire de la politique. » Lui croit, comme beaucoup, que cette première manifestation sera le point de

départ de quelque chose d'autre, de plus grand. « Il y aura des discussions intersyndicales pour poursuivre le combat et il faut aussi des discussions entre citoyens. Mais il y a la crainte qu'on renvoie simplement tout le monde à la manifestation du 18 septembre et ça, les citoyens ne le pardonneraient pas... » Alors, comment maintenir la pression ? Yves, 50 ans, vivait sa première manifestation. « Je n'ai voté qu'une fois, quand j'ai eu 18 ans, j'étais un peu naïf », raconte-t-il. Pour lui, il faut « taper du poing sur la table », « secouer les politiques ». « Je pense qu'on n'arrivera à rien s'il n'y a pas un peu plus d'agressivité », lâche le quinquagénaire rémois.

De l'agressivité, il n'y en a pas eu à Reims. Sur l'esplanade Simone-Veil, ce sont les jeunes, quelques centaines, qui ont pris la tête du cortège. Entonnant « Siamo tutti antifascisti » (« Nous sommes tous antifascistes »), « On est jeunes, déier' (déterminés) et révolutionnaires » ou encore « Nous sommes tous des enfants de Gaza », comme pour signifier que ce mouvement né, relayé puis poussé, cet

été, par des mouvements plutôt poujadistes et d'extrême droite, était bien tombé dans l'escarcelle de la gauche. Un timide « La police, avec nous » a rapidement été remplacé par : « Police partout, justice nulle part ». Enfin, après un long moment passé face à l'hôtel de ville, le cortège est retourné à son point de départ, pour se disperser dans le calme, autour de midi. Une assemblée générale s'est tenue dans la maison des syndicats pour discuter de la suite à donner au mouvement. À deux pas de là, un homme, bloqué quelques minutes par les manifestants, est sorti de son camion pour lâcher, circonspect à l'égard des manifestants : « Que des chômeurs... Moi, si je ne bosse pas, je suis dans la m**** ! » La convergence des luttes, ce n'est pas pour tout de suite.

Simon Ksiazienicki



La manifestation de mercredi a rassemblé principalement des jeunes et des forces syndicales. © l'Hebdo du Vendredi

Rendez-vous le 18 septembre ?

Trois personnes interpellées à Reims

Avant la manifestation qui est partie à 10 h de la maison des syndicats à Reims, une trentaine d'individus ont tenté d'instaurer un barrage filtrant sur le vaste giratoire de la place des Droits-de-l'Homme, plus tôt dans la matinée. Ils ont été rapidement délogés par les forces de l'ordre qui ont procédé, selon nos informations, confirmées par la préfecture, à trois interpellations.

Une fois la manifestation terminée, vers midi, une assemblée générale a rassemblé des participants qui ont décidé d'aller exprimer leur soutien aux trois personnes interpellées. Une centaine de personnes se sont ainsi rassemblées, vers 15 h, devant l'hôtel de police de Reims pour scander : « Libérez nos camarades ! ».



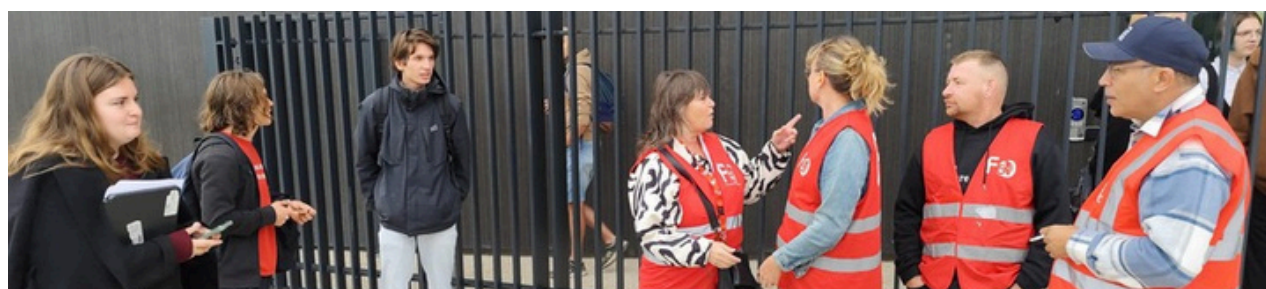


MOTION

Réunies le jeudi 11 septembre, CGT, FO, FSU et Solidaires dénoncent et condamnent la répression qui s'est abattue dès le petit matin de la journée de mobilisation du mercredi 10 septembre et s'est poursuivie le jeudi 11 septembre visant particulièrement la jeunesse.

Faire peur, menacer, ficher ne peut être un mode de gouvernance dans un pays qui se veut une grande démocratie ;

Nos organisations exigent l'abandon de toutes les poursuites et apportent un soutien sans faille à toutes celles et ceux qui luttent et s'opposent à un budget d'austérité et de marche à la guerre.





LES SACRIFICES POUR LE MONDE DU TRAVAIL, ÇA SUFFIT !

Les travailleurs et travailleuses que nos organisations représentent sont en colère. La multiplication des mobilisations sous diverses formes le confirme. Personne ne peut méconnaître le mécontentement et la fatigue de la population.

Les pistes de budget présentées le 15 juillet par l'ex-premier Ministre ont été immédiatement, légitimement et unanimement condamnées par nos organisations.

Le Gouvernement a choisi encore une fois de faire payer les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les retraités, les malades : **BRUTALE ET PROFONDÉMENT INJUSTE.**

Ce qui creuse la dette, ce sont aussi les baisses d'impôts pour les riches, les centaines de milliards pour la guerre et les 211 Mds d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises !

Ensemble, nous alertons solennellement sur ce contexte et la situation de notre pays. Depuis le passage en force du Président de la République sur la réforme des retraites notre pays s'enfonce dans une profonde crise sociale et démocratique.

Les inégalités et le nombre de personnes basculant en dessous du seuil de pauvreté explosent, les conséquences du changement climatique se multiplient et ont des impacts directs sur les travailleurs et travailleuses, les fermetures d'entreprises et suppressions d'emplois se multiplient, les services publics sont en crise, les salaires ne permettent pas de vivre dignement de son travail, les travailleurs et travailleuses essentielles attendent toujours reconnaissance et dignité au travail...

Pour nos organisations, la construction d'un tout autre budget porteur d'espoir, de justice sociale et de justice fiscale est impérative.

Nos organisations syndicales refusent que ce soient encore les travailleuses et travailleurs, les demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraités qui payent la facture.

Aujourd'hui, et alors qu'un nouveau premier ministre a été nommé, opposées à tout budget d'austérité, nos organisations confirment leur appel à une première journée de mobilisation sur l'ensemble du territoire, le 18 septembre 2025, y compris par la grève et la manifestation et appellent à se réunir pour décider des suites.



**Le musée des horreurs du projet de budget doit être abandonné.
Les exigences sociales doivent être enfin prises en compte !**



- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques.
- des mesures pour lutter contre la précarité et renforcer la solidarité.
- des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation de la France et des mesures contre les licenciements.
- la justice fiscale, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, contraignent le versement des dividendes et conditionnent fortement les aides aux entreprises.
- une protection sociale de haut niveau et l'abandon de la retraite à 64 ans.

CONTRE TOUT BUDGET D'AUSTÉRITÉ ENSEMBLE LE 18 SEPTEMBRE

REIMS 10H MAISON DES SYNDICATS

VITRY-LE-FRANCOIS 11H PLACE LECLERC

CHÂLONS 10H MAISON DES SYNDICATS

SAINT-MENEHOULD 11H à 16H MAIRIE

ÉPERNAY 10H PLACE CARNOT

SÉZANNE 10H30 à 16H30 JOHNSON ET JOHNSON

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

SOCIAL

Près de 2 000 manifestants à Reims, le mouvement se poursuit

Une semaine après le rassemblement émanant du mouvement Bloquons tout, l'appel de l'intersyndicale a été entendu, jeudi, avec environ 2 000 personnes dans les rues de Reims

Une semaine après une mobilisation en demi-teinte menée par le mouvement informel Indignons-nous, bloquons tout, les principaux syndicats de France étaient cette fois à la manœuvre pour la manifestation du jeudi 18 septembre. Le mot d'ordre, signé par l'intersyndicale réunissant la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, la CGT, FO, le FSU Solidaires et l'Unsa : « Les sacrifices pour le monde du travail, ça suffit ! ». L'enjeu était de savoir si l'élan timide du 10 septembre allait se poursuivre, voire s'amplifier, et ce fut le cas à Reims. Après un premier rassemblement qui avait réuni 1 200 personnes la semaine précédente, ils étaient près de 2 000, jeudi, à s'élancer depuis la maison des syndicats, vers 10 h.

« Ça s'inscrit dans la continuité de ce premier mouvement du 10 septembre et il va se poursuivre, car il n'y a pas d'autre issue pour les travailleurs, les paysans, les étudiants, les retraités, les



Près de 2 000 personnes étaient dans les rues de Reims, jeudi matin. © l'Hebdo du Vendredi

petits patrons, tous ceux qui ont du mal à finir le mois », explique Sylvie Szeferowicz, secrétaire générale de Force ouvrière dans la Marne. Principale revendication de l'intersyndicale : un autre budget que celui présenté par François Bayrou, le 15 juillet, et qui prévoit 44 milliards d'économies.

Et son remplaçant au poste de Premier ministre, Sébastien Lecornu, un proche d'Emmanuel Macron depuis 2016, ne rassure pas grand monde. « C'est une provocation », lâche la responsable syndicale marnaise. « Monsieur Lecornu a été

ministre de la Guerre (des Armées, en réalité) et est un fidèle parmi les fidèles du président, ça ne fait qu'attiser la colère, estime Sylvie Szeferowicz. Depuis la réforme des retraites, les gens s'expriment gentiment dans la rue, mais si on n'écoute pas le peuple, on n'est plus en démocratie. Et ça va mal se terminer, l'histoire nous le montre bien. »

Le relatif succès de cette seconde manifestation ravit Alain, 76 ans. Gilet jaune sur le dos et chapeau de la même couleur sur la tête, il se souvient avoir « bloqué des ronds-points », il y a sept ans.

Le septuagénaire espère que « ça va continuer », même s'il déplore : « Les médias nationaux, gérés par les grands patrons de droite, et le ministre de l'Intérieur font peur aux gens en disant qu'il y aura des casseurs. Ça décourage les gens... »

À Reims, pas de casseurs, mais des jeunes. Un peu moins présents que la semaine passée, ils ont tout de même fait entendre leurs slogans, un peu à rebours de ceux des syndicats : contre le capitalisme, l'impérialisme, la répression policière ou encore pour soutenir les Palestiniens.

Les raisons de manifester ne semblent pas manquer, suffiront-elles à faire perdurer le mouvement social dans le temps ?

Simon Ksiazienicki

Bataille des chiffres

Comme toujours, difficile de savoir précisément combien de personnes ont défilé dans les rues de Reims, jeudi. Aux deux extrémités du spectre, la préfecture annonçait 700 manifestants au coup d'envoi, tandis que certains syndicats en comptaient 3 000. Un peu plus tard, un « ancien » de la CGT, qui s'est présenté à nous comme un « habitué des manifestations », en a même recensé plus de 4 000 ! Faites confiance au comptage minutieux effectué par « l'Hebdo du vendredi », qui tourne autour des 2 000 manifestants.









Épernay





Vitry-le-François





Répondre au million de manifestant-es : l'intersyndicale lance un ultimatum

L'ensemble des organisations syndicales se félicite du succès de la journée de mobilisation interprofessionnelle et unitaire du 18 septembre avec un million de manifestant-es et de grévistes dans toute la France. Cela confirme la colère et la détermination des salarié-es, privé-es d'emplois, jeunes et retraité-es : les sacrifices pour le monde du travail, ça suffit !

La mobilisation contre le budget d'austérité a commencé à payer, elle a obligé le pouvoir à abandonner la suppression de deux jours fériés.

La mobilisation massive du 18 septembre démontre que le compte n'y est toujours pas ! Les organisations syndicales, avec les travailleuses et les travailleurs, exigent :

- **L'abandon de l'ensemble du projet de budget** et notamment le doublement des franchises médicales, l'année blanche (désindexation des pensions, des prestations sociales, des salaires des agent-es de la fonction publique et du budget des services publics), la suppression de 3000 postes de fonctionnaires et la réforme de l'assurance chômage, ainsi que des projets attaquant le code du travail, et le 1^{er} mai ;
- **La justice fiscale**, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, et contraignent le versement des dividendes ;
- **La conditionnalité sociale et environnementale des 211 milliards d'euros d'aides publiques** aux entreprises privées ;
- **Des moyens budgétaires à la hauteur pour les services publics** partout sur le territoire ;
- Une protection sociale de haut niveau et **l'abandon du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans** ;
- **Des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation** de la France, et des mesures contre les licenciements.

La balle est maintenant dans le camp du Premier ministre. Si d'ici au 24 septembre il n'a pas répondu à leurs revendications, les organisations syndicales se retrouveront pour décider très rapidement d'une nouvelle journée de grève et de manifestations.

Les organisations syndicales pointent également la responsabilité du patronat et exigent l'ouverture de négociations salariales dans toutes les branches et les entreprises. D'ici là, les travailleuses, les travailleurs et leurs syndicats maintiendront la pression par différentes initiatives, organisations de réunions d'information, assemblées générales du personnel, actions dans les entreprises, les services et administrations...

La réussite du 18 septembre place les travailleuses et les travailleurs en position de force. Les organisations syndicales conviennent d'ores et déjà de se revoir très régulièrement pour prendre toutes les initiatives nécessaires afin de mettre le débat budgétaire sous la pression du monde du travail et gagner enfin la justice sociale.

Le 19 septembre 2025

Sur 12 mois glissants à fin juin 2025, le nombre de défaillances d'entreprises (ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directes) a augmenté de +5,2%, contre +11,8% fin mars 2025, et +18% fin 2024. La tendance à l'accalmie se confirme donc malgré de nombreuses incertitudes économiques.

Dans un paysage économique où l'adaptabilité est clé, les entreprises recherchent des mécanismes efficaces pour traverser les périodes de ralentissement d'activité sans sacrifier leurs ressources humaines.

C'est dans ce contexte qu'intervient le dispositif d'Activité Partielle de Longue Durée "Rebond" (APLD-R). Établi par la loi de finances pour 2025, il est pleinement opérationnel depuis le **14 avril 2025**, offrant une structure pour accompagner les organisations face à une diminution durable de leur volume d'affaires, tout en soutenant l'emploi et la montée en compétences des salariés.

Mise en Place : Un Cadre Juridique Structuré

L'APLD Rebond est applicable aux accords collectifs et aux documents unilatéraux transmis à l'administration entre le **1^{er} mars 2025** et le **28 février 2026**. Par la voie conventionnelle : L'entreprise peut s'appuyer sur un accord collectif (d'établissement, d'entreprise ou de groupe), qui devra être validé par les autorités compétentes.

- **Par décision unilatérale de l'employeur** : une décision unilatérale de l'employeur est envisageable, à condition qu'elle s'inscrive dans le cadre d'un accord de branche étendu. Dans ce cas, une procédure d'homologation administrative est requise, précédée impérativement de la consultation de votre Comité Social et Économique.

Quelle que soit l'approche choisie, le document formalisant la démarche doit détailler plusieurs points fondamentaux :

- La **période d'application** du dispositif.
- La **délimitation des entités, activités et collaborateurs** concernés.
- Le **pourcentage maximal de réduction du temps de travail**, qui ne peut excéder 40% de la durée légale ou de la durée habituelle si celle-ci est inférieure. Une flexibilité est cependant prévue, permettant d'atteindre 50% dans des situations économiques spécifiques, après l'obtention d'une autorisation administrative dédiée.
- Les **engagements clairs de l'entreprise en matière de maintien des emplois et de développement de la formation professionnelle**.
- Les **modalités régulières d'information des organisations syndicales signataires et des instances représentatives du personnel**.

Il est important de noter que cette diminution de l'horaire est évaluée sur l'ensemble de la période d'application pour chaque salarié, et peut englober des phases de suspension temporaire de l'activité.

Dispositions Financières : Soutien aux Salariés et aux Employeurs

L'APLD Rebond intègre un mécanisme de compensation visant à répartir l'effort et à inciter à la formation :

- **Pour le salarié** : Chaque heure non travaillée mais indemnisable génère une compensation équivalente à **70% de sa rémunération horaire brute de référence**, dans une limite de 4,5 SMIC. Un point à souligner : si le salarié met à profit ces heures pour suivre des **actions de formation, l'indemnité est revalorisée à 100% de sa rémunération nette antérieure**.
- **Pour l'employeur** : L'entreprise bénéficie d'une allocation correspondant à **60% de la rémunération horaire brute de référence**, toujours dans la limite de 4,5 SMIC. Cette aide signifie un **coût résiduel de 10%** de la rémunération brute de référence pour l'entreprise.

Le Rôle du CSE et l'Appui d'Experts

Pour les membres du CSE, l'APLD Rebond représente un sujet d'attention particulier, notamment lorsque votre consultation est requise. Il sera pertinent de s'assurer que les conditions du dispositif sont adaptées à la situation de l'entreprise et aux besoins des salariés, en portant une attention particulière aux engagements de formation et de maintien de l'emploi.

Comprendre les modalités de l'APLD Rebond permet aux représentants du personnel de mieux appréhender les ajustements d'activité et de veiller aux intérêts des salariés dans ce cadre.

Face à la complexité de ce type de dispositif, l'appui d'un expert-comptable peut s'avérer indispensable. Il pourra décrypter les données, évaluer la pertinence des engagements de l'employeur et éclairer le CSE sur les conséquences financières.

Par ailleurs, pour valider la conformité juridique de l'accord ou de la DUE, notamment en ce qui concerne les modalités de consultation et les engagements en matière de droit du travail, le conseil d'un juriste spécialisé en droit du travail sera un atout majeur.

Ces professionnels peuvent aider le CSE à s'assurer que les droits des salariés sont pleinement respectés et que le cadre légal est scrupuleusement appliqué.

Ce dispositif offre une structure pour gérer les périodes de sous-activité tout en intégrant des perspectives de développement des compétences. La sollicitation d'expertises externes est une garantie supplémentaire pour le CSE d'exercer pleinement son rôle consultatif et de protéger au mieux les intérêts des salariés.

Vous avez des questions sur les implications concrètes de l'APLD Rebond pour votre entreprise et les salariés ?

Nos experts sont à votre disposition pour accompagner votre CSE dans cette démarche.

Les experts du Cabinet Groupe Legrand sont là pour vous accompagner !

 Expertise comptable
  Conseil & Assistance Juridique
  Expertise SSCT
  Formation CSE | SSCT



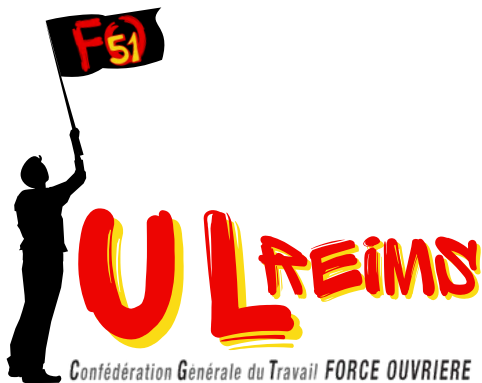
SEPTEMBRE



Stage³³ Sensibilisation I"

Accueil des adhérents qui souhaitent découvrir
l'UD, ses secteurs, ses services et connaître leurs
droits adhérents (AFOC - MACIF)





AU 5^{ÈME} ÉTAGE



15 BD DE LA PAIX 51100 REIMS

PERMANENCES 14 H À 17 H

- LUNDI 13 OCTOBRE
- LUNDI 27 OCTOBRE

ulfo51@orange.fr



UL
CHALONS EN
CHAMPAGNE



ul.fo.chalons@orange.fr

?? **UL**
VITRY LE
FRANÇOIS



lefebvre marc60@gmail.com





Nouveau

PERMANENCES

Lundi

18h-19h avec Mélanie

Mercredi

17h30-19h avec Jason

absent
du 13 octobre
au 16 novembre

Jeudi

18h45-19h45 avec Morgan

Vendredi

17h-18h30 uniquement sur RDV
par mail sur

ulfoepernay@hotmail.com

»»»» Vendredi 14 novembre

»»»» Vendredi 28 novembre

»»»» Vendredi 12 décembre



COMMANDE AGENDA 2026



Confédération Générale du Travail **FORCE OUVRIERE**

2€70



AGENDA POCHE

Dimensions 10 X 17 cm

Petit format

Couverture
cartonnée

12€15



AGENDA MEDIUM

Dimensions 16 X 24 cm

Couverture
cartonnée avec
bord spirale

Format médium

18€00



AGENDA SEMAINIER

Dimensions : 21 x 30 cm

Couverture
cartonnée

108 pages